

# Manifeste pour la médecine

Face à la rationalisation du système de santé, les généralistes s'inquiètent pour l'avenir de leur profession. La loi Bachelot (HPST), en cours d'application, accentue leurs craintes.

**L**a température grimpe chez les généralistes. Après leur grève nationale, le 11 mars, ils prolongent la contestation avec une pétition pour « sauver la médecine générale » (\*). 900 praticiens ont signé depuis janvier pour mûrir un projet d'accès aux soins plus équitables et l'exercice d'une médecine humaine. Avec les contraintes qui pèsent sur les blouses blanches, le serment d'Hippocrate est en péril. « Nous sommes noyés sous la paperasse de la Sécu, embourbés dans les démarches administratives, alors que notre métier est de soigner, d'écouter », explique le docteur Patrick Dubreil, membre du Syndicat des médecins généralistes (SMG), organisation à l'origine avec le Syndicat national des jeunes médecins généralistes (SNJMG) de

cet appel. Les docteurs appréhendent la mise en place de la loi hôpital, patient, santé, territoire (HPST), votée en juillet dernier. « Nous y sommes désignés comme les pivots du système de santé. Or nous paierons plus de taxes, notamment sur l'utilisation des feuilles de Sécu, et nous devons pointer nos congés. Les biologistes auront le droit de modifier un traitement et le pharmacien de le renouveler, est-ce qu'on tend vers plus d'éthique? », interroge Alexandre Husson, président du SNJMG.

Avec les premiers décrets d'application, les médecins ont peur d'être cantonnés au rôle de gratte-papier, prescripteur à la chaîne. « Je n'ai pas fait dix ans d'études pour cela », assène Alexandre Husson, jeune médecin. Pourtant, cette loi pro-

mettait des avancées. Les praticiens seront organisés avec HPST en union régionale des professionnels de santé (URPS) d'ici juin. Un regroupement avec les autres professions libérales saluait pour imaginer un système de santé solidaire, avec l'accès aux soins pour tous. « Je n'ai rien contre cette loi à la base. Mais cela reste flou. Les différents métiers risquent d'être cloisonnés, ça ne va pas faciliter la discussion », suppose Patrick Dubreil. Alors les toubibs martèlent leur diagnostic: « Nous ne pouvons exercer notre métier sans une bonne protection sociale pour nos patients. » Ils appellent à la mobilisation en signant la pétition et à manifester le 8 avril.

**Cécile Rousseau**

(\*) <http://sauvons-la-medecine-generale.org/>